

## Scandale des logements sociaux

# Que va maintenant faire l'Etat ?

C.M

Il y a deux semaines, les logements sociaux placés sous la coupole de la SNLS, situés à Akanda et à Bikelé, ont été pris d'assaut par les Librevillois, las d'attendre la distribution. Devant cette situation qui a fait naître un désordre, le gouvernement, par la voix de son porte-parole Alain Claude Bilié-By-Nzé, a promis de prendre le problème en main, en procédant, sans doute, à des déguerpissements. Que va-t-il se passer ? A priori RIEN. Il y a trop d'enjeux au centre de cette pagaille. Parce que nous sommes à moins de deux mois d'une échéance capitale et qu'Ali Bongo, qui s'entête à vouloir être candidat, sait qu'il joue gros. Il est pris en tenaille

entre l'incompétence de ses affidés et la volonté manifeste des populations à entrer en possession d'un logement social. D'un côté, déguerpier les infrafractonnels occupants actuels revient à se mettre les populations à dos. D'un autre, ne pas le faire est une manière de cautionner la bêtise, en donnant raison à des personnes qui se sont illustrées par un comportement incivique, en occupant des logements. Mais dans tous les cas, il faut qu'une solution soit trouvée, d'autant qu'il y a dorénavant un autre problème qui a vu le jour : l'occupation des logements par les étrangers. En effet, le constat est amer du côté d'Akanda où, dans le mouvement collectif d'occupation anarchique des habitations, beaucoup d'étrangers ont pris possession des biens tant

convoités. De l'aveu même de Chantal Sinon, adjoint au maire d'Akanda, « il y a des Béninois, des Togolais, des Nigériens qui occupent ces logements, au grand dam des Gabonais. Ce qui crée la frustration ». Comment le ministère de l'Urbanisme et la direction de la SNLS comptent-ils résoudre cette équation, sachant que pour être propriétaire d'un logement, il faut être de nationalité gabonaise ? Va-t-on encore assister à une indifférence du gouvernement dans un énième cas où un étranger est mieux servi qu'un autochtone, comme on l'a dernièrement vu à Port-Gentil ? Un Gabonais en colère ayant déjà un dossier à la SNLS et n'étant toujours pas propriétaire affirme : « plusieurs agents des forces de l'ordre avaient réquisitionné des logements

*lorsqu'il y a eu le cafouillage du 02 juillet. A notre grande surprise, ce sont des familles ouest-africaines qui occupent aujourd'hui ces loyers. Ce qui veut dire qu'il y a un individu du pouvoir qui est derrière ce trafic et qui accorde protection à ces étrangers ».*

Au moment où l'émergence est le mot en vogue, au moment où toute l'attention est braquée sur les villes naissantes à proximité de Libreville, il serait regrettable que le Gabonais lambda ne puisse jouir de la propriété d'un logement décent dans cette zone. L'Etat a tout intérêt à revoir sa politique, afin que l'accès à un logement ne soit plus l'apanage d'une certaine catégorie de personnes faisant usage de leur statut d'appartenance à la caste pourvoiste. ■

B.P 1343 Libreville  
(Gabon) E-mail :  
journallaloupe@gmail.com

Tél : 07 95 44 86/06 77 05 01  
Directeur de la Publication :

Hermeland Loubah  
Rédacteur en chef :  
Orca Boudiandza Mouele  
Secrétaire de rédaction :  
Albert Ndong Mba  
Rédaction :

Adolphe Mezui,  
Raymond Mbeng,  
Casimir Mapiya  
Merlin Mbina  
Carole Moussavou  
Auguste Bala,

Charlott  
Nicolas M  
Elisa  
Imp  
MU  
PAO : E